

Où est passé le million d'euros de l'UE destiné à la presse burundaise ?

La Libre Belgique, 28 juin 2021 Burundi : La surprenante aide de l'UE à la presse burundaise. Plusieurs rédactions de presse burundaises sont en deuil. En cause : le contrat qui leur est imposé par deux ONG européennes chargées par l'UE de mettre en œuvre un plan d'aide à cette presse, largement détruite par les autorités en mai 2015, dans le cadre de la répression de ceux qui s'opposaient à un troisième mandat présidentiel du président Pierre Nkurunziza, mandat intégralement par l'Accord de paix d'Arusha.

Outre les destructions de mai 2015, qui ont contraint de nombreux médias et journalistes à s'exiler et à travailler depuis un pays étranger, la presse survivant au Burundi doit faire face à la disparition de l'espace démocratique depuis 2015 et une crise économique très grave qui a fait chuter leurs recettes de publicité et les annonceurs taillant dans leurs budgets et doublé les coûts des intrants à importer, en raison de la chute du cours du franc burundais. Un million d'euros pour la presse burundaise. En mai dernier, l'ambassadeur de l'UE au Burundi, Claude Bochu, a annoncé lors d'une conférence de presse triomphale tenue avec la ministre burundaise de la Communication et le représentant de l'organe de surveillance des médias, le CNC, que Bruxelles mettait un million d'euros sur la table pour aider les médias burundais. Le 21 mai, La Fondation Hirondelle est une ONG suisse spécialisée dans l'information dans les pays en crise, principalement la RD Congo mais aussi la Centrafrique a annoncé sur Facebook son premier atelier pour « renforcer les médias au Burundi », atelier soutenu par l'Union européenne. Bruxelles a donc choisi Hirondelle pour mener à bien ce projet. Un choix curieux. D'abord parce que l'UE, contrairement à la procédure habituelle, n'a pas passé d'appel d'offres et a donc choisi arbitrairement. Pourquoi, alors que la Fondation Hirondelle est inconnue au Burundi, où elle ne peut travailler, n'ayant pas agréé par les autorités ? Obligation de silence. Quant à cela ne tienne : l'ONG suisse et une ONG hollandaise qui est, elle, agréée, Benevolencija, dirigée par d'anciens journalistes burundais. Onze médias ont été choisis par le tandem pour bénéficier de l'aide européenne « indépendants ou indépendants au régime se Burundi, comme la RTNB nationale ou Rema FM, radio du parti au pouvoir. Un vent favorable a procuré à La Libre Afrique.be un exemplaire du « contrat de partenariat » proposé par Hirondelle et Benevolencija à ces médias. Curieusement, pour un programme chargé d'encourager la liberté de la presse, ce contrat prévoit, en son point 11 que « les parties et le partenaire acceptent et s'engagent à respecter la confidentialité de tous les documents et informations dont ils sont en possession dans le cadre de ce projet, y compris en cas de résiliation anticipée et après la fin du présent contrat ». Qui reçoit l'argent ? Mais ce qui a suscité une vague de colère dans les onze médias sélectionnés, le point soulevé dans son blog, le 15 juin dernier, par un activiste burundais exilé en France, Reynolds Butari : les médias choisis par les deux ONG se verront attribuer, selon ce contrat, au mieux, 5000 euros/media/an soit 10 000 euros sur les deux ans que doit durer le programme, ainsi que des manuels et leur participation à des ateliers. Dix mille euros multipliés par onze médias font 110 000 euros. Où vont les autres 890 000 euros prévus par l'UE pour les médias burundais ? « Plus de 90% de l'aide a été captée par les deux ONG », accuse Reynolds Butari. Même en ajoutant le coût des ateliers et de la production de manuels (qui, essentiellement, existent déjà puisque Hirondelle est habituée à donner ce type de formation), on arrive en tout cas difficilement au total. Par Marie-France Cros

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});